

Prise de parole du Président de la République à l'occasion du Forum économique franco-espagnol.

Emmanuel MACRON

Votre Majesté, Monsieur le Premier vice-président, Madame la vice-présidente, mesdames, messieurs les ministres, Madame l'ambassadrice, Monsieur l'ambassadeur, mesdames, messieurs les parlementaires, mesdames, messieurs en vos grades et qualités, chers amis, je suis ravi d'être parmi vous, avec Sa Majesté le Roi, pour ouvrir ce forum d'affaires.

Je tiens à remercier d'abord le ministère espagnol de l'Economie, du Commerce et des entreprises, qui nous accueille, l'ICEX et Business France, pour leur organisation, ainsi que la CEOE, le MEDEF et tous ceux qui se sont mobilisés pour ces journées. Merci infiniment pour cela. Et c'est vrai que quand on regarde les chiffres, on pourrait se dire, on n'a pas besoin de faire un tel forum. Parce que la relation est déjà si forte, elle marche tellement bien sans nous qu'on pourrait se dire qu'il n'y a pas besoin de cela. Mais je crois, au contraire, que vivifier en permanence ces liens, montrer de quoi ils procèdent et avoir une claire stratégie ensemble, en particulier européenne, c'est ce que vous nous invitez à faire à l'instant, monsieur le vice-président, est absolument essentiel.

De nombreuses entreprises françaises sont là et ont une présence ancienne en Espagne. Elles ont trouvé ici un marché dont le dynamisme ne se dément pas avec les années. Nombre d'entre elles sont d'ailleurs présentes lors de cette visite d'Etat, Renault, Peugeot, aujourd'hui dans le groupe Stellantis et leurs usines historiques, de Valladolid et de Vigo, mais aussi Orange, qui vient de réaliser un important investissement en Espagne, Louis Vuitton, L'Oréal, Carrefour, qui est là et qui est un grand employeur, Pernod Ricard, Veolia, profondément implantés dans le tissu économique espagnol. Je pourrais ainsi citer aussi beaucoup d'autres groupes. La délégation qui nous accompagne a aussi des entreprises du numérique, de l'intelligence artificielle, du quantique, du spatial, ainsi que des institutions de recherche qui vont signer des accords approfondissant nos coopérations.

En effet, lorsque j'étais là en 2023, j'indiquais que le total de nos échanges avoisinait les 80 milliards d'euros. 3 ans plus tard, il dépasse les 90 milliards d'euros. Donc la dynamique propre est très forte. Vous l'avez rappelé, la France est le 1er client et le 3e fournisseur de l'Espagne. Elle est aussi le 1er employeur étranger en Espagne avec près d'un demi-million d'emplois dans 4 000 filiales. C'est une chance, et nous voulons continuer à développer cette relation. Donc, pour nos entreprises de tous les secteurs, y compris les plus émergents, pouvoir investir davantage et venir bâtir des relations nouvelles. Nous voulons aussi que les entreprises et les investisseurs espagnols viennent davantage en France. C'est l'objet du Choose France que nous avons chaque année. Nous aurons à nouveau une session le 18 janvier prochain. La France qui a su bâtir à la fois un modèle de diversification économique, une attractivité liée à son modèle énergétique, de ce côté des Pyrénées reposant davantage sur les renouvelables, de notre côté des Pyrénées reposant davantage sur le nucléaire, mais avec une vraie complémentarité. Donc, je veux ici insister sur l'attractivité française et la volonté que nous avons aussi d'accueillir davantage d'entreprises et d'investisseurs espagnols dans notre pays.

Maintenant, qu'est-ce que nous pouvons faire de plus ? Je crois que vous avez parfaitement posé la question. C'est que nous avons besoin, ensemble, en Européen, d'avoir une approche beaucoup plus volontariste pour que nos entreprises réussissent bien mieux et que les investissements se poursuivent à Madrid comme à Paris et dans l'ensemble de nos régions. Je crois que, maintenant que je me suis satisfait des très bons chiffres économiques entre nos deux pays, qui sont une réalité, de la vitalité de la relation bilatérale, nous ne pouvons pas mésestimer que notre Europe est en train de traverser une crise très profonde et que nous ne sommes pas passifs face à cette crise et qu'il y a, je crois, de vrais changements à opérer. Il y a une crise qui vient, je dirais, de loin. Elle a été maintenant parfaitement documentée ces dernières années par des rapports successifs. On a un problème de compétitivité et d'innovation. Les rapports Letta, Draghi l'ont très bien dit. Tout ça, au fond, s'est aggravé après la crise financière, que nous avons sans doute moins bien réglé que les Américains. Je considère qu'on a bien réglé la crise Covid, mieux que beaucoup, qu'on s'est trop divisé au moment de la crise financière et qu'on a, du coup, sous-investi collectivement.

Mais quand on regarde les chiffres, ils sont assez cruels. Depuis le début de ce millénaire, les Européens ont décroché en termes de création de richesses par habitant. Et donc, si on prend le produit intérieur brut par habitant, en effet, il a crû deux fois moins vite qu'aux Etats-Unis. Et nous avons un modèle social beaucoup plus généreux, et donc, on voit bien que ce n'est pas une situation soutenable. Donc, on a un premier problème, qui est ce manque de création de richesses qui est largement dû, à plus des deux tiers, à un manque d'innovation de nos modèles. On a moins investi en public et privé dans l'innovation que nos alliés américains.

La deuxième chose, c'est qu'à ça s'est ajoutée une crise énergétique. Elle a commencé en 2022, mais l'Europe avait une compétitivité qui reposait beaucoup sur, pour moins cette région de l'Europe que d'autres, le gaz russe peu cher, mais ce qui a créé une crise dans tout le continent. Aujourd'hui, on voit cette crise, si je puis dire, sous une nouvelle forme, enfin, une nouvelle crise énergétique. C'est que nous avons coupé cet approvisionnement qui était clé pour notre compétitivité industrielle avec la guerre d'agression russe en Ukraine. Donc, plus ce gaz peu cher qui irriguait, si je puis dire, l'Europe lotharingienne, qui était aussi un cœur productif et qui tirait le reste de nos économies. On a aujourd'hui une vraie dépendance à des énergies fossiles. On le voit bien avec ce qui se passe à Ormuz, qui pose problème à nos modèles. Même des pays qui ont beaucoup décarboné, comme l'Espagne ou la France, chacun avec leur chemin, on a encore ces dépendances qui existent et l'Europe, en tant que telle, a des vraies dépendances. Ce qui fait que si nous voulons à la fois être plus souverains, compétitifs et tenir nos objectifs de décarbonation, nous avons un gros problème énergétique. Ceci est lié aussi au fait que l'Europe ne s'est pas construite sur l'énergie, qui faisait partie des rares secteurs qui étaient à part du marché unique.

Et puis, le 3e problème, c'est qu'on a eu une accélération et une brutalisation du monde économique et des relations économiques internationales, et qu'il y a eu une transformation qu'on n'a pas voulu voir ces dernières années, qui a été la Chine. Je le dis ici parce que c'est peut-être un sujet sur lequel, en tout cas, les gouvernements espagnols et français sont moins alignés. J'en parlerai tout à l'heure avec le président du gouvernement, et on va avancer ensemble. Mais je crois très profondément que nous avons trop tardé collectivement à voir ce qu'était le phénomène chinois sur l'Europe. Dès l'après-Covid, la Chine a réinvesti massivement sur sa production, et les chiffres sont très clairs. Dans des domaines qui étaient notre force, elle a complètement envahi le marché européen.

Pendant des décennies, on s'était dit, formidable, la Chine, c'est un grand marché pour nous, Européens, on a besoin de la Chine. C'est vrai, on a fait beaucoup de transferts, on a beaucoup vendu, on continue un peu. Mais on n'a pas voulu se réveiller assez tôt et voir que la Chine, certes, réussissait formidablement, avait investi, avait réussi dans la décarbonation beaucoup plus vite et mieux que nous, dans les industries, en tout cas, de *green tech*, que la Chine allait très vite et qu'elle avait aujourd'hui des technologies sur lesquelles elle avait quasiment l'intégralité du marché mondial, parfois parce que les acteurs chinois sont meilleurs que nous. Mais enfin, on a voulu nier aussi une réalité, c'est qu'elle subventionne ses entreprises 8 fois plus que la moyenne de l'OCDE et qu'elle arrive sur le marché européen avec des prix cassés, qu'elle pratique massivement le *dumping* juste pour tuer les acteurs d'un secteur et récupérer tout le secteur. C'était un gros mot, il y a 3 ans. On fait partie des rares pays qui ont défendu, poussé la Commission à protéger les véhicules électriques. Bien nous en a pris, on les a sauvés. Mais regardez ce qui s'est passé sur la machine-outil, sur l'automobile et plus encore sur la chimie avant. Ce qui était des forces européennes et qui tiraient notre capacité industrielle et d'innovation est dans une situation dramatique. Nous avons encore des débats pour savoir si c'est bon, si c'est pas bon. Alors, il y a eu des débats très longtemps avec des entreprises qui disaient qu'on a encore beaucoup de marché. Chaque jour, aujourd'hui, au moment où nous nous parlons, nous avons, nous, Européens, 1 milliard d'euros de déficit commercial avec la Chine. Chaque jour, 1 milliard d'euros.

Ne vous posez pas la question trop longtemps. On peut décider d'avoir des longs débats pendant des mois. Ce chiffre augmente chaque mois, il continuera d'augmenter et il signera la désindustrialisation européenne. Du coup, aujourd'hui, on a un énorme problème qui s'ajoute aux 2 qu'on avait déjà, c'est cette dépendance qu'on est en train de créer à l'égard de la Chine par une désindustrialisation liée à notre naïveté. Donc problème d'innovation et dépendance à l'égard du fournisseur américain, problème d'énergie liée à notre modèle, problème d'accélération et de total changement de la relation avec la Chine.

Face à ça, la réaction doit être européenne. Là, on doit réussir à se réaligner. La seule réponse peut être européenne. La première, donc, c'est l'innovation. Il faut une politique beaucoup plus volontariste dans des secteurs clés, l'IA, le quantique, les *green tech*, le spatial, les secteurs aussi d'aux, et donc la défense et la sécurité sont clés. C'est les secteurs qui vont tirer notre économie pour eux-mêmes, d'une part, mais aussi en tant qu'ils irriguent et améliorent la productivité des autres. Ils vont permettre, dans des domaines où nous sommes déjà très bons, de la grande distribution au secteur des *utilities*, en passant par le secteur financier ou autre, aussi de transformer notre productivité et d'être plus efficaces.

Donc, face à ça, on doit avoir une politique européenne, d'abord de construction de centres de données, elle est fondamentale, si on veut avoir des capacités de calcul européennes, c'est clé, de formation de talents et de développement, justement, de modèles, donc on doit rester dans la course des modèles frontières, de capacité à développer tout un écosystème qui est lié à celui-ci, et d'avoir une vraie stratégie d'adoption de l'intelligence artificielle. On en parle insuffisamment, mais c'est clé pour pouvoir agir dans les grands secteurs économiques et pouvoir avoir une productivité européenne qui s'améliore. Dans ces domaines, on doit avoir une approche européenne qui consiste à simplifier, à intégrer bien davantage et à avoir le plus vite possible et le plus fortement possible un marché unique. Donc, une vraie stratégie d'innovation est fondamentale en la matière.

Deuxième chose, avec cette stratégie d'innovation et d'adoption de l'innovation, c'est évidemment la simplification. Si on veut réussir à réduire nos dépendances à l'égard des Américains et des Chinois, à permettre à nos acteurs industriels d'être dans la course, on a besoin d'une Europe qui aille plus vite et donc qui ait des règles beaucoup plus simples. C'est vrai que, ces dernières décennies, on a empilé les règles, ce qui a créé des contraintes, on a mis des poids aux pieds de nos acteurs, indépendamment des difficultés qu'on avait. Donc, ce qu'on a commencé à faire avec nos fameux omnibus de simplification est fondamental, il faut l'accélérer, mais la simplification est clé. Avec cette simplification, l'approfondissement du marché unique. C'est pour ça qu'on défend le 28e régime. C'est très bien, ça va être un vrai changement. Mais partout, dans tous les secteurs, c'est d'approfondir ces simplifications par la possibilité qui doit vous être offerte quand vous créez une entreprise ou vous la développez dans un pays, de traiter des autres pays comme des pays natifs, de se dire le marché domestique d'une entreprise espagnole, ça doit être le marché européen nativement, comme une entreprise du Kentucky, son marché domestique nativement, c'est les Etats-Unis, pas le Kentucky. Sinon, on ne tire pas les bénéfices de ce qu'est la force de ce marché unique. Donc, cet agenda de simplification, il est absolument fondamental, et il doit être fondamental pour accélérer dans des domaines comme tous ceux que j'évoquais d'innovation.

Il est aussi clé dans l'énergie. Et permettez-moi ce petit mot pour dire que, si on veut réussir à traiter le problème que j'évoquais comme l'un des 3 grandes difficultés contemporaines, on doit aller vers un marché européen au moins de l'électricité. On a des modèles très différents, mais on a besoin, si on veut réussir, de 2 choses. La première, c'est la neutralité technologique et la deuxième, c'est l'interconnexion électrique. Et ça doit se penser à l'échelle de l'Europe, parce qu'on voit bien parfois même les difficultés avec la meilleure bonne volonté qu'on a entre nous. On a réussi à améliorer sur le golfe de Gascogne, sur BarMar, avec ce qu'on a fait ces dernières années, mais c'est parfois très dur de mettre nos acteurs d'accord pour savoir qui paye quoi, parce que, si on ne le regarde qu'aux bornes de l'Espagne et de la France, ces projets, parfois, n'ont pas beaucoup de sens. Et surtout, le rendement économique n'a pas de sens. On ne peut pas payer chacun 50-50. Ça a du sens à l'échelle de l'Europe. Et donc, notre Europe doit être neutre technologiquement. On doit produire en Europe des électrons décarbonés les moins chers possibles. C'est ça, notre but. Et je me fiche de savoir s'il vient du solaire espagnol, de l'éolien en mer baltique ou du nucléaire français. Et une entreprise partout en Europe doit pouvoir signer des contrats les plus stables possibles et les moins chers possibles. Et donc, on doit créer la libre circulation de l'électron décarboné en Europe. On a su le faire dans plein d'autres secteurs. Donc, pour ça, neutralité technologique, arrêtons de s'embêter avec des règles impossibles pour savoir si ça vient du nucléaire, si ça vient du renouvelable de ceci ou cela. Si c'est bas carbone et produit chez nous, c'est mieux que si ça a beaucoup de carbone et encore plus que si on l'importe. Et la 2e chose, c'est un vrai grid européen qui permettra cette circulation. Ça, c'est clé et je pense qu'on peut être alignés là-dessus. C'est fondamental sur la simplification et pour traiter le problème de l'énergie.

Le troisième élément, c'est le financement. Si on veut réussir cet agenda, et vous l'avez évoqué, on est très alignés sur le budget entre Espagne et France. Il faut beaucoup plus de financement public et privé. On a besoin d'un budget européen ambitieux. Aujourd'hui, on voit des pays qui s'expriment pour dire pas trop de budget, pas ceci, pas cela. La réalité, c'est que ça fait maintenant 15 ans qu'on double la taille de nos budgets, mais on les double par le côté. Pour le budget européen sous le président Juncker, on a fait à côté le plan Juncker, on double la taille du budget avec des prêts. Il y avait déjà quelque chose qui n'allait pas. Pendant le Covid, accord franco-allemand d'abord, puis accord européen en juillet 2020, on double la taille du budget. Et ça a été très utile. L'Espagne est un des grands bénéficiaires de ce plan, et je m'en félicite, et c'est très bien, parce que ça tire aussi l'économie du continent, mais ça a été très important pour l'Espagne. Aurions-nous eu en 2020 le même budget que d'habitude, REPowerEU n'existait pas. Je vous laisse imaginer pour vos entreprises ce que c'était en moins ici. Donc là, face à cette triple crise que j'évoquais, dans un monde de bascule où il faut accélérer et être dans la partie, si on a un budget qui revient à la taille historique, on est dans la compétition.

Donc on doit défendre un budget européen bien plus fort, qui permet aussi d'avoir des vraies politiques européennes, et en particulier d'avoir ce fonds de compétitivité qui, dans les domaines clés, va permettre de financer de l'innovation, de financer des technologies de rupture, mais doit aussi permettre d'avoir des stratégies d'achat européennes. Parce qu'un des points où nous avons beaucoup moins de capacités d'entraînement que les Américains, c'est quand il y a des innovations, il y a de l'achat public massif américain. Nous, Européens, on ne le fait quasiment pas. Et donc on doit avoir cette capacité d'achat et donc ce budget. Et à côté de ça, il faut aussi un financement privé, beaucoup plus important. Nous, Européens, nous avons plus d'épargne que les Américains. Cette épargne va dans nos banques et nos assurances. Comme nous avons construit des règles extrêmement restrictives après une crise financière qui venait des acteurs de marché américains, on a surrégulé nos banques et nos assurances. Ce qui fait que ces acteurs qui représentent 75 % du financement de nos économies n'ont plus le droit d'investir dans l'*equity* et l'innovation. Vous cherchez le problème. Je dois dire que je ne suis pas arrivé hier au Conseil européen, ça fait 9 ans que je le dis, j'ai un succès d'estime. Parce que personne ne veut prendre le risque, il y a toujours des corps techniques, etc., qui disent malheureux, on ne va pas recréer du risque, etc. Sans recréer le risque, regardons comment ça se passe ailleurs, il faut resynchroniser notre Europe. Je pousse encore pour que sur Bâle et Solvency, on allège un peu ces règles pour remettre de l'argent. Du coup, qu'est-ce qu'on doit faire à court terme ? Un grand plan de titrisation, c'est ce qu'on défend. Et ce plan de titrisation, ça consiste à sortir une partie de cette épargne du ventre des banques et des assurances pour les replonger dans le financement de fonds propres européens dont on a besoin. On l'a fait en France ces dernières années, ça a très bien marché, c'est ça qu'on doit pousser en Europe et on doit le finaliser d'ici la fin d'année. Et puis l'autre chose, c'est d'avoir ce vrai marché unifié des capitaux, de l'épargne et des financements, qui doit nous permettre d'avoir vraiment une plus grande intégration et une plus grande efficacité de ce système. Ça, c'est clé. Mais si on n'a pas plus d'investissements publics et d'investissements privés sur nos secteurs d'innovation, la transformation de nos économies, on perdra cette bataille.

Et puis le dernier point, c'est la réponse à la Chine, la réponse commerciale. Et là-dessus, il y a un double moteur. Il y en a un où on va être d'accord, l'autre où on n'est aujourd'hui pas toujours d'accord. Il y en a un, c'est la diversification. C'est très important. Moi, je crois à la diversification juste, c'est-à-dire la diversification avec des clauses miroirs, pas la diversification pour se faire tailler des croupières. Mais diversification pour dire qu'on était très dépendants de quelques marchés. Le continent nord-américain et la Chine protègent beaucoup plus leurs marchés, ont diversifié avec d'autres économies émergentes. C'est une très bonne chose, c'est bon pour l'Europe. Mais ce n'est pas suffisant. Et tous ceux qui pensent qu'on va se mettre à vendre massivement des voitures au Brésil grâce au Mercosur, là où les Chinois ont déjà une part de marché dominante et que sur notre marché domestique, ils nous taillent des croupières, bon courage. Ou alors il se passe un truc au Brésil que je n'ai pas compris. Ça n'arrivera pas. On a déjà deux mètres de retard.

Donc la clé, c'est de revaloriser le marché européen et de construire notre croissance aussi sur notre capacité à tenir notre marché et pas être que des exportateurs hors du marché européen.

C'est un marché de 400 millions de consommateurs extrêmement riche. Mais ne le cédon pas au reste du monde. On a un besoin de protection. Gros mot dans la doxa européenne, fondamental si on ne veut pas mourir. Et ce n'est pas du protectionnisme. Le protectionnisme, c'est mettre des barrières pour protéger des gens inefficaces. La protection, c'est mettre des barrières pour restaurer la juste concurrence. Je crois dans la concurrence, le commerce libre et équitable, mais quand vous avez une entreprise chinoise qui arrive sur le marché européen et qui est huit fois plus subventionnée que son concurrent espagnol ou français, l'acteur européen n'a aucune chance de survivre. Il est balayé. C'est exactement ce qui se passe.

Quand vous avez une entreprise d'un autre continent qui arrive sur notre marché et qui a le droit d'utiliser des molécules qu'on a interdites à nos acteurs européens, comment voulez-vous qu'on gagne ? C'est exactement ce qu'on a fait sur plein de secteurs. C'est pour ça qu'on défend les clauses miroirs.

Nous avons sacrifié nos producteurs au bénéfice de la réduction des coûts pour les consommateurs. Cette stratégie a marché pendant des décennies quand il fallait faire un marché unique. Elle est en train de tomber, sinon on deviendra un continent de consommateurs de plus en plus vieux, mais avec de moins en moins de salariés, de moins en moins de producteurs. Je ne souhaite pas cet avenir, je ne le veux pas, et je pense clairement qu'on peut l'arrêter.

Il faut pour ça innover, simplifier, financer, mais aussi protéger. Cette protection, il faut l'accélérer, parce que l'attaque chinoise est en train d'accélérer. Pour ça, des clauses de sauvegarde. Il faut défendre, comme on le fait dans l'acte, justement, sur l'accélérateur industriel, un contenu européen, et il faut assumer que dans certains secteurs, on doit avoir un pourcentage de production faite en Europe. Sinon, on n'a aucune chance.

Vous avez des acteurs formidables qui refont, par exemple, des terres rares, des minerais critiques dont on a besoin dans l'industrie en Europe. On en a en France, on en a en Espagne. Si nos producteurs industriels, par exemple ceux qui font des voitures, vont continuer d'acheter pour des raisons de soi-disant compétitivité, les mêmes minerais critiques ou terres rares en Chine, on n'a aucune chance d'émerger avec notre autonomie stratégique. Vous voyez bien que pour faire ça, il faut protéger et donc réussir, quand il y a des attaques, à avoir des clauses de sauvegarde, ce qu'on a fait sur l'acier, ce qu'on fait sur d'autres points.

Réussir à imposer des enquêtes beaucoup plus rapides de la Commission et à moderniser les instruments de protection commerciale, et il faut défendre un contenu européen. Et ce n'est pas un gros mot. Le continent nord-américain le fait. Quand vous êtes entre le Mexique, le Canada et les Etats-Unis, depuis des décennies, ils défendent l'idée d'un contenu NAFTA ou ALENA. Et donc s'il n'y a pas ce contenu-là, vous n'êtes pas éligibles aux aides ou vous n'êtes pas reconnus comme étant parti de ce marché. Nous avons besoin de faire un peu ce changement de doctrine, sinon on va continuer de se désindustrialiser. Et tout ça pour pouvoir permettre d'abord de réindustrialiser notre continent et d'avancer, mais surtout de renforcer notre autonomie stratégique. Car si, à la fin, nous sommes les consommateurs des technologies des uns ou des terres rares, des minerais critiques ou de l'industrie des autres, on pourra légiférer à bon droit en Europe sur beaucoup de secteurs, nous légiférerons sur des choses que nous n'avons plus dans les mains.

Moi, je crois à l'indépendance de l'Europe, à sa possibilité de choisir son avenir, pour nous, pour nos enfants, si on veut préserver cela. On a absolument besoin d'innover, de financer, de simplifier et de protéger. Cette stratégie est clé au niveau européen, avec une finalité, l'indépendance et l'autonomie stratégique en matière d'innovation, de technologie, d'industrie, de défense et de sécurité. Sur ce point aussi, je pense qu'il y a énormément de coopérations nouvelles qu'on peut bâtir entre nos deux pays, sur le spatial, sur la défense, dans les entreprises duales, qui sont clés pour renforcer cette autonomie stratégique européenne, c'est-à-dire produire sur le sol espagnol, sur le sol français, au service des acteurs européens, plutôt qu'importer ce qui est fait à l'autre bout du monde.

Je vais m'arrêter là. En tout cas, je vous remercie infiniment pour votre invitation. Je vous souhaite de très bons travaux aujourd'hui. J'ai vu les thèmes de vos travaux qui me semblent être parfaitement en lien avec ce que je viens d'évoquer, compétitivité, autonomie stratégique, souveraineté industrielle et technologique. Tout ça suppose un goût du risque et, pour nous, d'aller très vite sur l'agenda que je viens d'évoquer. En tout cas, Votre Majesté, merci infiniment pour cette visite d'Etat et pour l'honneur qu'il nous a fait de pouvoir ouvrir ensemble le forum du jour. Et je vous souhaite à toutes et tous d'excellents travaux. Merci beaucoup.